

**2<sup>e</sup> Conférence nationale sur l'intégration des  
étrangers, 12 mai 2011, Soleure**

**Exploiter les potentiels**

**Pascal Broulis, président du Conseil d'Etat  
vaudois, président de la CdC**

Mesdames, Messieurs,

Le conseiller d'Etat et président de la CTA  
l'a relevé: nous ne discutons pas  
aujourd'hui de questions d'immigration.

Nous parlons d'intégration.

Nous parlons d'hommes et de femmes qui  
sont ici, sur le territoire Suisse.

D'hommes et de femmes dont nous  
souhaitons – pour eux comme pour nous –

qu'ils participent au mieux à la marche de notre pays.

C'est pourquoi nous sommes concernés quel que soit notre avis sur l'immigration.

Il me paraît même qu'il revient à ceux qui veulent fortement limiter l'immigration de s'impliquer d'autant plus dans la réussite de l'intégration.

C'est un engagement constructif.

Une des façons de remplir cet engagement consiste à miser sur les aptitudes de chacun.

C'est ce que nous entendons par l'exploitation des potentiels.

C'est valorisant pour l'individu qui montre ce dont il est capable.

C'est une valeur pour la société qui en tire parti.

Mais qu'est-ce que cela veut dire concrètement ?

D'abord d'éviter certains a-priori.

La méconnaissance d'une de nos langues nationales par exemple.

C'est un obstacle, ce n'est pas un déficit insurmontable.

Dans sa langue - très fréquemment dans ses langues - cette personne arrive avec ses expériences, ses facultés, ses atouts et ses talents.

A nous de les détecter, de permettre leur épanouissement ici.

Nous le faisons déjà, non sans certains succès.

Par exemple avec nos écoles.

C'est un lieu d'intégration central, c'est là que les enfants nouent des contacts sociaux, c'est là qu'ils apprennent le mieux la langue nationale locale.

Des études ont montré qu'en Suisse les jeunes étrangers de la deuxième génération font des progrès considérables au niveau de la formation.

Leurs performances scolaires dépassent même parfois celles des enfants du pays.

En comparaison internationale, la Suisse fait partie des Etats dans lesquels les chances de formation des étrangers augmentent le plus fortement entre la 1ère et la 2ème génération.

Nous avons aussi beaucoup intensifié nos efforts pour apprécier et évaluer les expériences réalisées en dehors du système suisse de formation professionnelle.

Tous les cantons disposent aujourd'hui de structures pour les personnes qui souhaitent faire valider des acquis de formation.

Les étrangers et les étrangères sont informés, s'y font conseiller, peuvent établir leur bilan.

En Suisse romande, la participation politique est également considérée comme un potentiel.

Souvent au niveau communal, parfois même au niveau cantonal, toujours à des conditions bien précises, des étrangers sont citoyens.

C'est une manière de valoriser au maximum leurs acquis.

Cela permet de bénéficier d'expériences différentes, de stimuler les débats sur l'organisation des autorités communales.

Mais tout n'est pas fait, loin de là.

Si la 2<sup>ème</sup> génération s'en sort bien à l'école, les enfants issus de famille immigrée sont plus facilement attribués à des classes spéciales que leurs camarades suisses.

Ils doivent aussi plus souvent redoubler.

Et ces enfants empruntent souvent des voies de formation qui sont en-deçà de leurs possibilités réelles.

A qualifications formelles équivalentes, les chances des jeunes étrangers de la 1<sup>ère</sup>

génération de trouver une place d'apprentissage sont inférieures de 25% à celles des jeunes dont les parents sont suisses.

C'est spécialement vrai pour les jeunes femmes.

Des problèmes épineux se posent encore avec l'intégration sur le marché du travail.

Le nombre des étrangers sans activité lucrative est presque trois fois supérieur à celui des Suisses.

Le taux d'emploi des réfugiés et des personnes admises à titre provisoire est encore plus inquiétant.

Et puis, les immigrants exercent trop souvent une activité qui ne correspond pas à leurs qualifications.

Rien de ceci ne favorise l'intégration.

Il est probable qu'il faille intervenir plus en amont.

Sensibiliser par exemple les parents à l'importance d'apprendre une langue très tôt.

Densifier les offres de formations de rattrapage ; soigner celles de formations continues.

C'est un travail qui ne peut être du seul ressort des pouvoirs publics, qui doit être notamment conduit en partenariat avec l'économie.

Nous sommes ici pour en parler, pour examiner ces pistes et je me réjouis de nos débats.

Ils atteindront d'autant mieux leurs objectifs que nous adopterons une perspective ouverte.

On peut voir l'intégration comme une difficulté.

Je préfère la voir comme un potentiel et à valoriser, c'est infiniment plus dynamique.

Je vous remercie de votre attention

Pascal Broulis